

Appel à des Assises contre la précarité

Pour la sécurisation de l'emploi et de la formation

Le grand mouvement des jeunes et des salariés qui a imposé le retrait du CPE appelle à la construction de mesures pour éradiquer le chômage et la précarité. Après la victoire du « Non » au référendum du 29 mai 2005, celle remportée par les jeunes et les salariés contre le CPE montre la force des rassemblements nouveaux: une véritable alternative sociale et politique est possible, pour peu que les citoyens prennent eux-mêmes en main leurs affaires. Une réelle démocratie participative est nécessaire.

Les dirigeants de l'Etat sont incapables de répondre au problème N°1 des français: le chômage, la précarité, l'insécurité sociale car ils sont rivés aux dogmes de la rentabilité financière et de « la concurrence libre et non faussée ». Ils opposent les salariés entre eux pour faire une pression maximum sur les salaires.

Ils précarisent tous les moments de la vie active : Le passage des jeunes de la fin des études à l'emploi; les parcours professionnels avec notamment le contrat nouvelle embauche; la fin de vie active avec le contrat « senior ».

La droite et le Medef ont été contraints de retirer le CPE. Ils maintiennent le CNE et le cap de leur projet ultra réactionnaire de société précarisée . En adoptant quelques "« mesurées » à propos des jeunes les plus en difficulté, ils redoublent dans la réduction des « charges sociales » financées par des fonds publics. Ils accentuent ainsi la mise en concurrence des travailleurs par la baisse du « coût du travail ». Ils aggravent toutes les discriminations dans l'emploi (d'âge, de sexe, d'origine,...)

Les faux semblants, la démagogie, les promesses non tenues, ça suffit ! Il est grand temps de répondre aux questions fondamentales :

- l'accès à l'emploi et l'insertion professionnelle de qualité des jeunes,
- la modernisation et la création massive d'emplois,
- l'anticipation et la maîtrise des restructurations, la lutte contre les délocalisations, au lieu de leur accompagnement,
- l'assurance, quand c'est nécessaire, de bons reclassements choisis,
- le traitement tout autre des chômeurs avec une meilleure indemnisation et un retour à l'emploi choisi,

- le recul systématique de la précarité jusqu'à son éradication, la fin des contrats atypiques,
- la promotion de l'emploi stable bien rémunéré avec une amplification et une démocratisation de la formation continue, des passages sans chômage d'un emploi à une formation, à un autre emploi avec de bons revenus maintenus,
- une autre croissance de l'industrie et des services appuyée sur la promotion massive de la formation et de la recherche.

ELABORONS ENSEMBLE UNE GRANDE PROPOSITION DE LOI D'ORIENTATION

Dans toute la France, prenons à bras le corps ces questions. A l'appui de nos luttes, élaborons ensemble et portons au coeur du débat politique une grande proposition de loi d'orientation de sécurisation de l'emploi, de la formation et des revenus. Trois enjeux sont incontournables :

- une sécurisation de l'emploi des jeunes, des parcours professionnels, de l'emploi des «seniors» en combinant sécurité et mouvement de promotion,
- des moyens financiers alternatifs (fonds publics contrôlés démocratiquement, crédit bancaire pour des investissements à des taux d'intérêt très abaissés en fonction des créations d'emploi, utilisation des profits des entreprises pour une meilleure efficacité sociale),
- des droits nouveaux des salariés, des CE, des syndicats, des chômeurs et leurs associations, des citoyens et des élus, avec des pouvoirs réels d'intervention, de contre-proposition, de mobilisation des financements, de contrôle et d'évaluation des résultats, dans les entreprises, les services, les localités.

Il s'agit de faire de l'emploi la priorité dans chaque région et à l'échelle nationale. Il s'agit de contribuer à la promotion d'un modèle social européen avec de nouveaux droits sociaux et une autre orientation de la BCE.

Pas question de déléguer le pilotage d'un tel débat au gouvernement, lui qui vise avant tout à satisfaire le MEDEF, à faciliter la précarité et à opposer les salariés entre eux. Impossible d'attendre les échéances électorales sans les préparer par le débat et par l'action, avec des propositions rassembleuses transformatrices.

Rencontrons-nous dans chaque localité, chaque département et chaque région : acteurs sociaux et politiques, organisations de jeunes, étudiants, lycéens, syndicats, associations, organisations politiques de gauche, femmes et hommes préoccupés par les questions vitales de l'emploi et de la démocratie participative contre les forces de l'argent. Convergents vers l'organisation d'Assises régionales et nationale pour débattre, proposer, construire dans l'action.

Premiers signataires :

• Albero Florinda, syndicaliste • Boccara Paul, économiste • Brame Hervé, Président du Conseil général 93 • Brunel Daniel, Vice-président conseil régional Ile-de-France • Cailloux Gisèle, syndicaliste Snecma-Safran • Candela Patrick, syndicaliste Nestlé • Casanova Antoine, directeur de La Pensée • Clérin Cédric, Secrétaire national Jeunes communistes • Chicote Sylvain, Inspecteur du travail • Cohen Maurice, Juriste, Directeur de la Revue Pratique de Droit Social • Corbeau Jo, Artiste • Desanti François, syndicaliste chômeurs • Dimicoli Yves, économiste • Duhacourt Pierre, syndicaliste enseignant • Dumez Thierry, Syndicaliste, Seine-Saint-Denis • Durand Denis, syndicaliste, Banque de France • Djiti Farhid, syndicaliste LU, Association locale de défense de l'emploi • Greder Joelle, Présidente du Conseil national du PCF • Guiche Françoise, responsable politique RATP • Kacel Nadhia, rédactrice en Chef d'Avant Garde • Magniadas Jean, syndicaliste • Mills Catherine, économiste • Morin Alain, Réseau d'action promouvoir sécuriser l'emploi • Obadia Alain, membre du Conseil économique et social • Silvera Rachel, sociologue • Séguy Georges, syndicaliste • Sterdyniak Henri, économiste ■

Pour vous joindre à cet appel : ecopo@economie-politique.org

